

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 10 octobre 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 24

Objet de la délibération : Direction Réseau
Envibus - Mise à disposition de biens
situés en Gare Routière d'Antibes par la
Commune d'Antibes à la CASA -
Convention

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.193

Date de la convocation :
Le 04/10/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **19 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 OCT. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 10 octobre à 09h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

Monsieur OCCELLI,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, pris en ses articles L.5211-5-III et L.1321-1 et suivants fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences des communes au profit des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dont elles sont membres,

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 15 novembre 2001 définissant notamment les compétences de plein droit exercées en lieu et place des communes membres.

Ces dispositions prévoient ainsi de plein droit la mise à disposition, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Pour l'exercice des compétences obligatoires « *organisation des transports urbains au sens du Chapitre II du Titre II de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, telle que modifiée par les lois du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains* » et « *autres politiques de transports publics d'intérêt communautaire telles le transport de marchandises* », la Commune d'Antibes met ainsi à la disposition de la C.A.S.A un bâtiment de vente et un local conducteurs situés en « Gare routière d'Antibes ».

Dans ce cadre, la commune d'Antibes Juan les Pins met à disposition de la C.A.S.A à titre gratuit le bâtiment de vente ainsi que le local-conducteurs.

Les biens mis à disposition désignés ci-dessus sont propriété de la Commune d'Antibes Juan les Pins.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de biens en Gare routière d'Antibes Juan les Pins par la commune d'Antibes à la C.A.S.A,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention.

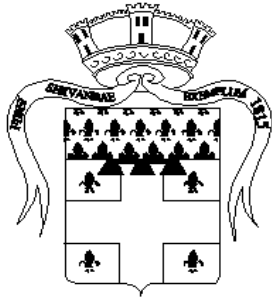
LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de biens en Gare routière d'Antibes Juan les Pins par la commune d'Antibes à la C.A.S.A,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 octobre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Convention de mise à disposition de biens situés en Gare routière d'Antibes entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A.

Entre les soussignés :

La Commune d'Antibes Juan les Pins, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, Député des Alpes-Maritimes, agissant sur le fondement de l'article L.2122.22 5 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du conseil municipal en date du 7 avril 2014, portant délégation du Conseil Municipal au maire sur le fondement de l'article susvisé,

Et ci-après dénommé : **Commune d'Antibes,**

D'une part,

Et :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-président délégué à la Mobilité et aux Transports, Monsieur Thierry OCCELLI, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, par délibération du Bureau Communautaire en date du 10 octobre 2016.

Et ci-après dénommé : **C.A.S.A,**

D'autre part,

Exposé

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, pris en ses articles L.1321-1 et suivants et L.5211-5-III fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences des communes au profit des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dont elles sont membres,

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 15 novembre 2001 définissant notamment les compétences de plein droit exercées en lieu et place des communes membres,

En application de l'article L.5211-5-III du Code Général des Collectivités Territoriales, renvoyant aux articles L.1321-1 et suivants du même Code, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements dans le cadre de l'intercommunalité.

Ces dispositions prévoient ainsi de plein droit la mise à disposition, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Pour l'exercice des compétences obligatoires « *organisation des transports urbains au sens du Chapitre II du Titre II de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, telle que modifiée par les lois du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains* » et « *autres politiques de transports publics d'intérêt communautaire telles le transport de marchandises* », la Commune d'Antibes met ainsi à la disposition de la C.A.S.A un bâtiment de vente et un local conducteurs situés en « Gare routière d'Antibes ».

Il a donc été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition du bâtiment de vente et du local conducteur situé dans l'ensemble immobilier « Gare routière d'Antibes » au bénéfice de la C.A.S.A dans le cadre de l'exercice des compétences obligatoires « *organisation des transports urbains au sens du Chapitre II du Titre II de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, telle que modifiée par les lois du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains* » et « *autres politiques de transports publics d'intérêt communautaire telles le transport de marchandises* ».

Article 2 : Désignation des biens situés en Gare routière d'Antibes

- Un bâtiment d'une superficie de 58.85 m² comprenant un point de vente et une salle d'attente

Le bâtiment est d'une contenance cadastrale de 58.85 m², parcelle cadastrée en section BP, n°7.

Commune	Adresse	Références cadastrales du bâtiment	Contenance de la parcelle
Antibes-Juan les Pins	1 place Guynemer	BP 7	58.85m ²

- Un local-conducteurs d'une superficie de 14.80 m²

Le local-conducteurs est localisé aux coordonnées géographiques suivantes :

DMS (43° 34' 48" N – 7° 7' 21" E)

Latitude : 43.580217 N

Longitude : 7.122738 E

Commune	Adresse	Coordonnées géographiques du local-conducteurs	Contenance de la parcelle
Antibes-Juan les Pins	1 place Guynemer	DMS (43° 34' 48" N – 7° 7' 21" E)	14.80 m ²

Article 3 : Situation juridique des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition et désignés à l'article 2 de la présente sont propriété de la Commune d'Antibes.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois années.

Elle est renouvelable de manière expresse par la signature d'une convention de reconduction. Elle pourra être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties.

Elle peut être dénoncée par les parties, chaque année, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée trois mois au moins avant la date anniversaire de la présente convention.

La commune se réserve le droit de mettre fin à la présente convention à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à la C.A.S.A.

Article 5 : Descriptif et état des lieux

Les biens mis à disposition présentent un état général qui n'appelle aucune observation particulière.

Lors de la mise à disposition des biens, un état des lieux sera établi et servira de base pour l'état des lieux de restitution des biens.

Article 6 : Droits et obligations des parties

Les droits et obligations des parties sont précisés aux articles L. 1321-1 à L. 1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour ses dispositions applicables à l'hypothèse dans laquelle la collectivité est propriétaire des biens mis à disposition, comme c'est le cas en l'espèce.

A ce titre, notamment, la remise des biens a lieu à titre gratuit.

Article 7 : Assurance et sécurité

La C.A.S.A devra s'assurer, selon les principes de droit commun :

- pour les risques locatifs liés à la mise à disposition des biens désignés dans la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers ;
- ses propres biens.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable.

Article 8 – Annexe

L'annexe à la présente convention fait partie intégrante de celle-ci.

Article 9 : Litiges

Pour toute difficulté d'application de la présente convention ou en cas de litiges, la Commune d'Antibes et la C.A.S.A conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le Département avant tout recours contentieux.

A défaut, il conviendra de saisir le Tribunal Administratif de Nice.

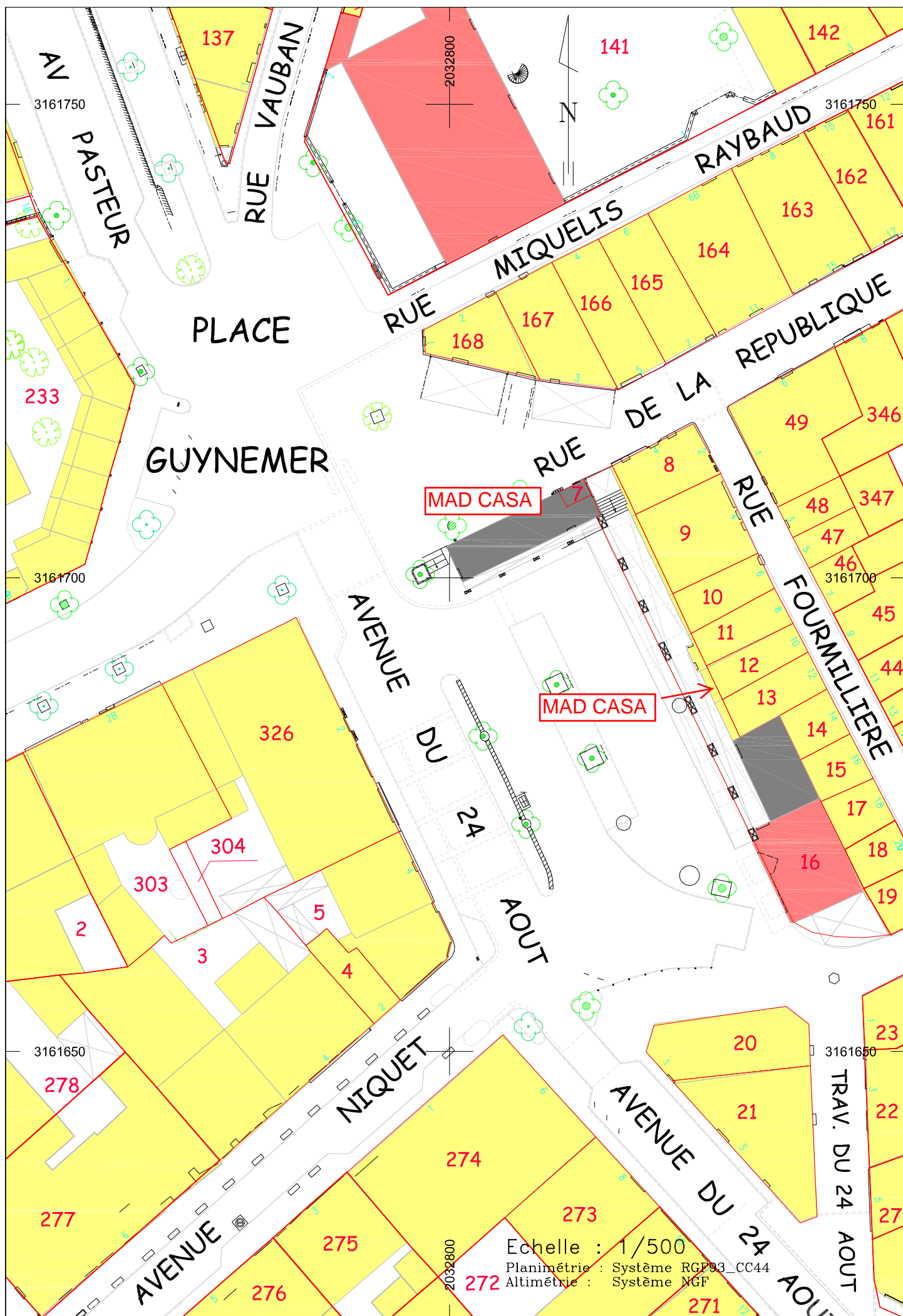
Fait en deux (2) exemplaires originaux à Sophia-Antipolis, le

**Le Maire d'Antibes Juan les Pins,
Député des Alpes-Maritimes,**

**Le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux de la
C.A.S.A.,**

Jean LEONETTI

Thierry OCCELLI



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 10/10/2016
Numéro : BC_2016_193
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de biens situés en Gare Routière d'Antibes par la Commune d'Antibes à la CASA - Convention
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Fhpyw5u

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/10/2016
Identifiant : 006-240600585-20161010-BC_2016_193-DE

Acte reçu

Date : 10/10/2016
Numéro interne : BC_2016_193
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Mise à disposition de biens situés en Gare Routière d'Antibes par la Commune d'Antibes à la CASA - Convention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161010-BC_2016_193-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161010-BC_2016_193-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161010-BC_2016_193-DE-1-1_3.PDF